



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la coordination  
interministérielle et de  
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle  
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2022046-0002 du 15 février 2022

Installations classées pour la protection de l'environnement

---

Société LES RENARDIERES

Communes d'Allibaudières et de Champigny-sur-Aube

---

Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant des mesures correctives de réduction d'impact sur  
les chiroptères et l'avifaune

---

Le préfet de l'Aube,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1, L.511-1, R.181-45, et R. 512-69 ;

**VU** le code de justice administrative et notamment son article R. 311-5 ;

**VU** le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, et notamment son article 12 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2014330-0009 du 26 novembre 2014, portant autorisation d'exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la société LES RENARDIERES sur le territoire des communes d'ALLIBAUDIERES et de CHAMPIGNY-SUR-AUBE ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** les rapports de suivi environnementaux transmis par la société « BayWa r.e. France SAS » suivants :

- Suivi post-implantation de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères – année 2018
- Suivi post-implantation de l'activité des chiroptères – année 2018
- Suivi post-implantation de l'avifaune – année 2018
- Suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères – année 2019
- Suivi spécifique de l'activité des busards et de l'Œdicnème criard – année 2019
- Suivi de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères – année 2020

**VU** le courriel de l'exploitant en date du 14 avril 2021 proposant de renforcer les propositions mesures en faveur de l'avifaune ;

**VU** le rapport du 27 octobre 2021 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

**VU** le courrier recommandé avec accusé de réception du 25 novembre 2021 transmettant le projet d'arrêté préfectoral complémentaire et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations à l'autorité administrative ;

**VU** les observations de l'exploitant transmises le 7 décembre 2021, souhaitant bénéficier d'un délai supplémentaire pour apporter des précisions sur les paramètres de bridages prescrits ;

**VU** le courrier de l'exploitant en date du 3 février 2022 apportant des précisions sur les paramètres de bridages prescrit par ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'annexe IV de la directive « Habitats/Faune/Flore » 92/43/CEE du 21 mai 1992 fixant des listes d'espèces animales et végétales d'intérêt européen qui nécessitent une protection stricte sur le territoire des États membres de l'Union européenne et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement pour le patrimoine naturel et notamment la mortalité par collision et barotraumatisme occasionnée par le parc éolien sur les chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** la gravité des atteintes aux intérêts protégés par la directive "oiseaux" 2009/147/CE du 30 novembre 2009 et par l'article L. 411-1 du code de l'environnement pour le patrimoine naturel et notamment la mortalité occasionnée par le parc éolien sur les faucons crécerelles ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 411-1 du code de l'environnement interdit la destruction des individus et la destruction, altération ou dégradation des habitats des espèces de faune et de flore sauvage dont les listes sont fixées par arrêté ministériel ;

**CONSIDÉRANT** que le parc éolien des « Renardières » relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** que les prospections effectuées au pied des aérogénérateurs dans le cadre des suivis environnementaux du parc éolien des « Renardières » par l'organisme ayant réalisé les rapports de suivis environnementaux susvisés, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et à l'article 7 aux points 7.1 et 7.2 de l'arrêté préfectoral précité n°2014330-0009 du 26 novembre 2014, ont donné lieu à la découverte de cadavres de faucons crécerelles et de chiroptères au pied des éoliennes ;

**CONSIDÉRANT** que conformément aux arrêtés ministériels du 23 avril 2007 et du 29 octobre 2009 précités, ces espèces sont protégées ;

**CONSIDÉRANT** que les mortalités relevées mettent en évidence que les mesures actuellement prescrites aux points 7.1 et 7.2 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2014 susvisé ne sont plus suffisantes pour garantir la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact du parc sur les chiroptères justifie la mise en place de mesures destinées à prévenir leur mortalité telles que l'arrêt des aérogénérateurs aux périodes d'activités des chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant propose la mise en place d'un bridage sur l'ensemble des éoliennes visant à la protection des chiroptères ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant propose la mise en place d'un suivi spécifique de la nidification du faucon crécerelle ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositifs n'est pas assuré par l'exploitation des prescriptions préalablement édictées ;

**CONSIDÉRANT** que, conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, ces dispositions doivent être fixées par arrêté complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : Champ d'application**

La société LES RENARDIERES dont le siège social se situe 9 Grande rue, 10700 CHAMPIGNY-SUR-AUBE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour l'exploitation de son parc éolien des Renardières situé sur le territoire des communes d'ALLIBAUDIERES et de CHAMPIGNY-SUR-AUBE.

### **ARTICLE 2 : Actions correctives à mettre en œuvre**

#### **2.1. Chiroptères**

En complément des mesures de suivi environnemental chiroptères au point 7.1 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 2014330-0009 susvisé, l'exploitant met en œuvre un arrêt de toutes les éoliennes, afin de limiter les impacts vis-à-vis des chiroptères. Cette mesure s'applique sur l'ensemble des éoliennes, lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin ;
- du coucher du soleil jusqu'à 5 heures du matin ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 12°C et sans précipitation ;
- lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 4,5 m/s ;

Et :

- du 1<sup>er</sup> juillet au 31 octobre ;
- du coucher du soleil jusqu'à 5 heures du matin ;
- lorsque la température extérieure est supérieure à 12°C et sans précipitation ;
- lorsque la vitesse du vent à hauteur du rotor est inférieure ou égale à 5,7 m/s.

Un suivi de la mortalité doit être réalisé dès la mise en place des paramètres de bridage pour contrôler l'efficacité de la mesure.

## 2.2. Avifaune

En complément des mesures de suivi environnemental avifaune au point 7.2 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2014330-0009 du 26 novembre 2014 susvisé, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :

1. Suivi spécifique de la nidification du faucon crécerelle en raison d'un passage par semaine de juin à août, reconduit sur une durée minimale de 3 ans.
2. Suivi annuel des mesures favorables au faucon crécerelle par le :
  - Contrôle de la haie attractive pour la faune développée entre E06 et E04 ;
  - Contrôle de l'évolution linéaire de 100 mètres de haie planté au sud-est du site en 2017 ;
  - Contrôle de l'évolution des bandes enherbées et des piquets perchoirs associés.

Le point 7.2 de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n°2014330-0009 du 26 novembre 2014 susvisé est également complété par les mesures suivantes :

### Mesures compensatoires Avifaune :

1. Mise en place de bandes enherbées sur deux parcelles pour une longueur d'environ 700 mètres linéaires sur le territoire de la commune de Salon situé au Nord-Ouest du parc. Une attention particulière sera portée à la bande enherbée située à l'ouest de la commune de Salon car si le projet de parc éolien des « Deux Noues » situé à 640 mètres de cette bande venait à être autorisé, l'exploitant devra chercher à déplacer cette bande enherbée et les piquets perchoirs associés à plus d'un kilomètre de toute éolienne.
2. Implantation de 4 piquets perchoirs de part et d'autre des deux bandes enherbées. Cette mesure permettrait une accentuation de l'effet d'attractivité.
3. Suivi spécifique de l'activité du faucon crécerelle au niveau des bandes enherbées en raison d'un passage par semaine de juin à août sur une année, afin d'évaluer l'attractivité de ces zones.

Actuellement les deux bandes enherbées sont référencées selon les coordonnées se trouvant dans le tableau ci-dessous :

Date implantation	Références cadastrales	Longueur	Largeur	Surface	Nature du couvert
Printemps 2020	N003013	370 m	12 m	0,45 ha	Mélange mélifère
Eté 2020	B0179	365 m	8 m	0,3 ha	Mélange mélifère

## 2.3 Suivis de mortalité

Le suivi de mortalité sera reconduit en 2023 sur l'ensemble du parc des « Renardières » du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre, à raison de 2 passages par semaine soit un total de 26 passages selon le même protocole de suivi déjà défini sur ce parc.

Si besoin, ce suivi pourra être reconduit en fonction des conclusions de l'étude.

### **ARTICLE 3 : Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à la société les Renardières.

Conformément aux dispositions des articles R.181-44 et R.181-50 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie d'ALLIBAUDIERES et de CHAMPIGNY-SUR-AUBE pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie de cet arrêté devra être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le directeur départemental des territoires et les maires d'ALLIBAUDIERES et de CHAMPIGNY-SUR-AUBE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet



Stéphane ROUVÉ

### **Délais et voies de recours :**

En application de l'article R.181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de Nancy, 6 rue de Haut Bourgeois, 54000 NANCY ou par le biais de l'application télérecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.